

## GRÈVE DES MÉDECINS RÉSIDENTS

## Un moratoire sur le service civil ?

En grève depuis trois mois, les médecins résidents reçoivent des soutiens de taille. Le président de l'APN se dit favorable à l'instauration d'un moratoire sur le service civil. Ziari propose un audit du système de santé en parallèle. Le conseil de l'ordre et des associations de malades se disent également solidaires du combat des résidents. Le Camra se dit toujours mobilisé en dépit des menaces de sanctions.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le traitement réservé aux médecins résidents lors de la marche de mercredi dernier a donné un nouveau souffle au mouvement de protestation. Loin de se décourager, les médecins représentés par le collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) sont déterminés à faire aboutir une plateforme de revendications dont aucun point n'a encore été satisfait. Ils sont confortés dans leur combat par de précieux soutiens.

Lors de leur rencontre avec le président de l'APN, ce dernier, se disant ouvert à toutes les propositions, s'est prononcé en faveur d'un moratoire sur le service civil. Il a proposé un audit sans complaisance du système de santé au terme duquel la question du service civil pourrait être tranchée de manière définitive. Ziari se pose ainsi en médiateur. Il n'est pas le seul.

Le président du conseil de l'ordre ne cache pas sa solidarité



Les résidents reçoivent le soutien de Ziari.

avec les résidents. Hier encore, il l'a réitéré en faisant acte de présence à la conférence de presse et en prenant la parole pour dire tout son soutien aux résidents.

Le D<sup>r</sup> Bekkat plaide pour des solutions rapides avec la libération du statut et la révision du régime indemnitaire.

Au sujet du service civil, son opinion est toute faite : le texte le régit n'est pas le Coran et peut à tout moment être révisé. Scandalisé par le traitement réservé aux résidents mercredi dernier, le D<sup>r</sup> Bekkat considère qu'il n'est pas possible d'insulter ainsi l'avenir et d'humilier l'élite du pays.

Pour avoir exécuté son service civil, il y a trente années, le prési-

dent du conseil de l'ordre est catégorique : la situation du système de santé dans les zones enclavées n'a pas évolué. Un constat que partagent les associations de malades et le président du réseau des malades chroniques qui, unanimes, expliquaient hier qu'il ne s'agissait pas d'envoyer des spécialistes dans les zones reculées mais de mettre en place des structures de soins adéquates pour une bonne prise en charge. Et c'est justement ce problème de fond que posent les résidents.

En revendiquant l'abrogation du service civil, ils mettent à nu la politique de santé. Que peut faire un spécialiste isolé dans une wilaya ne disposant pas de

CHU ? Souvent, ils passent leur temps à faire des lettres pour le transfert des malades vers le Nord. C'est parce qu'ils disent ne plus vouloir être complices qu'ils

mettent sur la table la question du fonctionnement du système de santé dans sa globalité. Ils revendiquent plus de moyens pour accomplir les tâches pour lesquelles ils ont été formés et certifiés ne pas vouloir tourner le dos aux populations du Sud ; lesquelles populations méritent, disent-ils, plus qu'une politique de solidarité.

Le Camra s'interroge sur l'existence de CHU dans les régions du Sud, une solution qui mettrait fin à la souffrance et au nomadisme médical des habitants des zones reculées. Ils ne sont pas les seuls à dire que le service civil est un échec.

Un rapport du Cnes datant de 2010 dit clairement que le service civil consacre la discontinuité des soins et la désarticulation de la santé.

Pour se faire entendre, ils organisent dès aujourd'hui un rassemblement au CHU d'Oran et comptent déposer plainte contre X pour les coups et blessures occasionnés lors du rassemblement de mercredi dernier.

N. I.

CHERCHEURS ET ENSEIGNANTS  
HOSPITALO-UNIVERSITAIRES  
ÉCRIVENT À BENSALAH«Nous ne pouvons  
pas vous confier l'avenir  
de nos enfants»

Dans une lettre adressée à la commission Bensalah en charge des réformes politiques annoncées par le président de la République, le Syndicat national des professeurs et doctes en sciences médicales et le Syndicat national des maîtres assistants en sciences médicales estiment qu'ils ne peuvent souscrire à la vision du pouvoir actuel.

Irane Belkhedim-Alger (Le Soir) - La démarche que propose le pouvoir, indiquent-ils, «est loin de trouver des solutions aux problèmes que vit notre pays et ne fera que perdre un temps précieux à notre nation avec tous les risques que cela comporte».

Les enseignants-chercheurs et les hospitalo-universitaires expliquent que cette initiative pose déjà un problème de forme handicapante. «Quel sera le devenir des propositions qui seront formulées par les différents intervenants ? Qui va faire le tri des différentes propositions, qui décidera et sur quels critères tel avis est à retenir et pas tel autre ?», se demandent-ils. Sans détour, les syndicalistes précisent qu'ils ne croient pas à la capacité du pouvoir actuel de «se réformer par lui-même». «Nous ne voulons pas lui confier l'avenir de notre pays et nos enfants. On ne peut pas tromper le peuple et tout le temps.»

Pour ces syndicalistes, la démarche du pouvoir n'est pas correcte puisqu'elle tend à faire croire que le mal qui ronge le pays est dû à l'adaptation des textes de loi. «Nous ne pouvons partager cette vision des choses» car, disent-ils, dans beaucoup de domaines essentiels, «l'Algérie possède des textes extrêmement progressistes, mais c'est leur application qui pose problème».

En plus, ajoutent-ils, le pouvoir politique actuel «ne veut pas prendre à sa juste mesure l'ampleur de la rupture et le manque de confiance entre le peuple et ses gouvernants».

Pour étayer leurs propos, ils citent, à titre d'exemple, l'affaire Khalifa et s'interrogent sur les promesses faites par le ministre de la Justice de l'époque de juger tous les hauts responsables impliqués.

«Gageons que ce procès n'aura jamais lieu et que même M. Moumen Khalifa ne sera jamais entendu en Algérie car ça serait dangereux pour beaucoup de monde. L'affaire Sonatrach, nous en sommes persuadés qu'elle connaîtra, elle aussi, la même procédure et le même sort.»

Enfin, les chercheurs et enseignants hospitalo-universitaires pensent que le changement est «urgent» et «une nécessité impérieuse». Dans ce sens, ils émettent deux propositions : mettre fin aux fonctions de l'exécutif actuel et le remplacer par un gouvernement de transition qui se contentera de gérer les affaires courantes.

Installer une commission qui regroupe des politiques de différentes tendances, des universitaires, des responsables du mouvement syndical et associatif «pour réfléchir aux voies et moyens à même de sortir notre pays de l'immobilisme dans lequel il est plongé depuis des années».

I. B.

## SANTÉ

Grève illimitée  
à l'Institut Pasteur

Les travailleurs de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) ont entamé, hier, un mouvement de grève illimitée. Outre des revendications socioprofessionnelles, les grévistes dénoncent la mauvaise gestion de l'entreprise.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les travailleurs de l'IPA et de ses différentes annexes, à Sidi Fredj, Kouba, et Ruisseau (Alger) se sont donné rendez-vous à la Direction générale à Dely Ibrahim (Alger). Représentant les corps technique et scientifique de l'institut, près de 500 protestataires ont investi, hier, la cour de l'établissement. Habillés de blouses blanches, ils brandissaient des pancartes où l'on pouvait lire «halte à la hogra», «non à la discrimination», «on demande nos droits».

«Ce mouvement de débrayage est né suite aux abus que subissent au quotidien les travailleurs de l'IPA. C'est un signe de colère. C'est l'étouffement !», explique la représentante du syndicat de l'Institut Pasteur d'Algérie, affilié à l'UGTA.

D'ailleurs, poursuit-elle, «c'est sous des menaces de licenciement par la direction que les travailleurs ont observé la grève et le DRH est en train d'établir la liste

des grévistes. Une manœuvre d'intimidation !»

Dénonçant la «mauvaise gestion» de leur entreprise et la «politique discriminatoire» qui y règne, les grévistes témoignent : «Les primes et les promotions sont octroyées sans critères définis et les sanctions sont prises sans concertation avec la section syndicale et sans avoir recours à la commission paritaire de discipline.» Ils citent le cas du secrétaire général du syndicat de l'IAP «licencié abusivement sans passer par le conseil de discipline», précisent-ils, avant d'exiger la redynamisation de la commission de discipline.

Les Pasteuriens revendiquent ainsi la revalorisation de leurs salaires avec effet rétroactif à partir de 2008, la révision du régime indemnitaire et la mise en place d'une grille des salaires basée sur une progression toutes les deux années. Ils demandent également la revalorisation des indemnités et l'intégration des primes de conta-

gion et de risque, de rendement collectif et d'encadrement.

Face à «l'échec des négociations et du dialogue avec la direction», ils appellent à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire en présence des représentants du ministère de la Santé.

Par ailleurs, les contestataires signalent plusieurs «dysfonctionnements» au sein de l'Institut. «Nous enregistrons une rupture totale de réactifs, notamment pour la sérologie, et les vaccins sont acquis à des dates de péremption très proches, voire 3 à 4 mois. Quant à la production des sérums thérapeutiques anti-scorpioniques et anti-vipériens, pour des raisons inconnues, l'IPA a cessé de les produire depuis 2005, et la direction opte pour leur importation à des coûts faramineux. Pourtant, auparavant, l'Algérie exportait ces sérums», précise un groupe de Pasteuriens.

Déterminés à aller jusqu'au bout de leur mouvement, ils ajoutent : «Nous ne voulons plus de bricolage dans notre entreprise. Si les responsables n'arrivent pas à gérer l'Institut, alors qu'ils partent.»

R. N.